CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

NATO UNCLASSIFIED

and
PUBLIC DISCLOSED

EXEMPLAIRE

N° 59

COPY

287
30-6-67

ORIGINAL: ANGLAIS
8 septembre 1956

~~NATO SECRET~~
~~PROCES-VERBAL~~
~~C-R(56)48~~

Distribution limitée

Procès-verbal de la réunion du Conseil
tenue au Palais de Chaillot, Paris XVIe,
le mercredi 5 septembre 1956 à 15h30

PRESENTS

Président : The Lord Ismay

M. W. Hallstein	}	(Allemagne)	M. M. Melas	(Grèce)	
M. H. Schwörbel			M. A. Alessandrini	(Italie)	
M. P.H. Spaak	}	(Belgique)	M. A. Philippe	(Luxembourg)	
M. A. de Staercke			M. J. Boyesen	(Norvège)	
M. L.B. Pearson	}	(Canada)	M. M.F. Vigeveno	(Pays-Bas)	
M. K.J. Burbridge			Comte de Tovar	(Portugal)	
M. S. Sandager		(Danemark)	M. J.B. Selwyn Lloyd	}	(Royaume-Uni)
Jeppesen			Sir Christopher Steel		
M. G.W. Perkins		(Etats-Unis)	M. N. Birgi	}	(Turquie)
M. C. Pineau	}	(France)	M. M.A. Tiney		
M. A. Parodi					

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Baron A. Bentinck (Secrétaire Général Délégué)

M. A. Casardi (Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Politiques)

M. F.D. Gregh (Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Economiques et Financières)

M. J. Murray Mitchell (Secrétaire Général Adjoint pour la Production et la Logistique)

The Lord Coleridge (Secrétaire Exécutif)

EGALEMENT PRESENT

Major Général T.W. Parker (Représentant du Groupe Permanent)

~~NATO SECRET~~

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

RAPPORT SUR LA CONFERENCE DE LONDRES SUR LE CANAL DE SUEZ

1. M. SELWYN LLOYD (Royaume-Uni) déclare qu'il a voulu faire un rapport au Conseil de l'OTAN sur la Conférence réunie à Londres au sujet de Suez durant la seconde quinzaine d'août, parce qu'il est indispensable de donner à tous les membres de l'Alliance l'occasion de procéder à de francs et libres échanges de vues sur des problèmes comme la crise de Suez si l'on veut que les consultations entre pays membres dans l'esprit de l'Article 2 du Traité aient un sens. Il souligne qu'il ne vient pas demander au Conseil d'adopter une résolution soutenant les vues des gouvernements français et britannique. Il n'est guère besoin de rappeler l'importance du canal, non seulement pour le Royaume-Uni, la France et les autres pays occidentaux, mais aussi pour presque toutes les nations du monde. Il est certain que le problème n'oppose pas simplement l'Europe à l'Asie et qu'il revêt une importance universelle: l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie ont autant intérêt que les pays de l'Ouest à voir garantir la libre utilisation du canal.

2. De l'avis du Royaume-Uni, le premier aspect de cette crise est que la mesure prise par l'Egypte est illégale. Elle est illégale pour les raisons suivantes:

- (a) La concession accordée en 1888 à la Compagnie Internationale a été annulée sans préavis, sans consultation et sans plan précis de dédommagement;
- (b) La Compagnie du Canal n'est pas une simple compagnie nationale qui peut être nationalisée suivant la procédure ordinaire. Dès l'origine, elle a constitué une compagnie internationale, bien que techniquement enregistrée en Egypte;
- (c) La Compagnie existe en fonction d'un traité, à savoir la Convention de 1888.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni soutient qu'une telle compagnie ne saurait être nationalisée sans due consultation. La mesure prise par l'Egypte est donc illégale et contraire au droit.

4. Passant ensuite aux aspects politiques du problème, M. Selwyn Lloyd évoque l'amère expérience que la plupart des membres présents au Conseil ont retirée des événements qui ont suivi 1930. L'Egypte est maintenant aux mains d'une dictature militaire, et le dictateur a exposé ses intentions dans un livre récent. Celui-ci montre clairement ce que Nasser a en tête: grouper les états arabes, les réunir à une Afrique soustraite à l'influence de la race blanche, puis créer une sorte d'état musulman mondial. Les années consécutives à 1930 ont nettement prouvé qu'il était dangereux de ne pas tenir tête aux dictateurs. Toutefois, si le Royaume-Uni juge illégales les mesures prises par l'Egypte et s'inquiète des dangers politiques que la situation comporte, son gouvernement n'en tient pas moins avant tout à un règlement pacifique et raisonnable de la crise. La première mesure que le Royaume-Uni et la France ont prise en vue de parvenir à une solution pacifique a été de convoquer une conférence internationale. En étudiant la question des invitations à la conférence, ils ont jugé indispensable de limiter le nombre des pays

participants. Il était difficile de décider qui inviter, et qui exclure. Finalement, le choix s'est porté sur la formule dite des "trois huit", à savoir: les huit signataires de la Convention de 1888, les huit pays avec le plus fort trafic en tonnage à travers le canal, et les huit pays dont le système d'échanges souffrirait le plus d'une interruption de la navigation sur le canal. Le Gouvernement du Royaume-Uni avait espéré que l'Egypte serait représentée à la Conférence.

5. Comme le Conseil le sait, la conférence prit un bon départ, et la proposition du Représentant des Etats-Unis se révéla constituer une excellente base de discussion. Le Gouvernement du Royaume-Uni apporta un chaleureux appui à la proposition des Etats-Unis, estimant que le système envisagé présentait des avantages pour l'Egypte comme pour les usagers du canal. Celui-ci respectait le principe essentiel suivant lequel une voie navigable internationale doit être placée sous un contrôle international. La proposition des Etats-Unis réunit une écrasante majorité. L'Inde, Ceylan et l'Indonésie reconnurent que les usagers du canal devaient prendre une part à sa gestion, tout en exprimant l'avis que le conseil où les usagers seraient représentés ne devrait jouer qu'un rôle consultatif. La seule note discordante vint du Représentant de l'URSS, en dépit du fait qu'en 1946, l'Union soviétique ait déclaré que les voies navigables internationales comme Suez devaient être placées sous contrôle international. Les Soviétiques ont paru s'être fixés pour but d'empêcher tout accord entre le gouvernement égyptien et les autres parties intéressées. M. Selwyn Lloyd pense que l'attitude de l'URSS a une grande importance pour l'OTAN, car elle montre clairement qu'à l'heure actuelle, le propos des Soviétiques serait d'éviter la guerre mais de provoquer le maximum de troubles dans le monde. A ce propos, M. Selwyn Lloyd approuve pleinement les observations que M. Dulles a récemment formulées à l'égard de M. Chepilov. Finalement, la proposition des Etats-Unis fut acceptée par 18 des 22 participants à la conférence, soit 18 pays qui représentent 95% du trafic en tonnage à travers le canal.

6. La Conférence a décidé de faire remettre la proposition américaine à l'Egypte par un comité, pour éviter de donner l'impression qu'il s'agit d'un ultimatum. Cela prouve, une fois de plus, que la Conférence souhaite ne pas blesser les susceptibilités de l'Egypte. Le Gouvernement britannique espère sincèrement que la mission de M. Menzies sera couronnée de succès, car le maintien du fonctionnement efficace du canal est primordial, non seulement pour les occidentaux, mais aussi pour l'Asie.

7. La question se pose maintenant de savoir ce que l'on pourrait faire si le colonel Nasser se refusait à négocier. Comme le Conseil en est informé, le Gouvernement britannique a effectué des préparatifs militaires. Il y a en Egypte 13.000 sujets britanniques, un nombre considérable de navires britanniques utilisent le canal et des entrepreneurs britanniques y maintiennent des bureaux et des dépôts: dans de telles conditions, tout gouvernement digne de ce nom se doit de prendre des précautions. Néanmoins, l'idée d'un recours à la force répugne au Gouvernement britannique, qui souhaite avant tout parvenir à une solution pacifique. Il y a également la question d'éventuelles sanctions économiques au cas où le gouvernement égyptien ne reviendrait pas sur ses mesures illégales. L'Organisation des Nations Unies aurait ici son rôle à jouer.

8. En conclusion, M. Selwyn Lloyd demande au Conseil s'il croit réellement que le canal continuerait à fonctionner efficacement sous une gestion strictement égyptienne. Le Gouvernement du Royaume-Uni est convaincu du contraire. M. Lloyd insiste auprès des autres membres du Conseil pour qu'ils ne sous-estiment pas l'importance du problème et répète qu'il est venu à Paris pour s'informer de l'avis de ses collègues, et non pour leur demander de prendre un quelconque engagement.

9. M. SPAAK (Belgique) comprend les raisons pour lesquelles la Belgique n'a pas été invitée à la Conférence de Londres. Les critères sur lesquels on s'est fondé pour choisir certains pays lui paraissent raisonnables. La Belgique n'ayant pas pris part à la Conférence, M. Spaak désire exposer ici ses vues. Tout d'abord, il tient à remercier M. Selwyn Lloyd d'avoir présenté au Conseil un rapport sur la Conférence, fournissant aux membres de l'OTAN l'occasion de se consulter à la présente réunion. Il regrette seulement que cette réunion n'ait pas été convoquée plus tôt. Il avait pensé, quand Nasser prit la décision que l'on sait, qu'il y avait lieu de réunir le Conseil de l'OTAN. Maintenant que le Comité des Trois Ministres étudie, entre autres, comment améliorer la procédure de consultation politique entre membres de l'OTAN, il apparaît d'autant plus déplorable que le Conseil ne se soit pas réuni pour discuter d'une crise que Sir Anthony Eden a appelée "l'événement le plus grave survenu depuis 1946".

10. M. Selwyn Lloyd a exposé l'objet de la présente réunion: procéder à un franc examen de ce qui s'est passé et pourrait se produire, sans chercher à prendre des décisions définitives. M. Spaak est pleinement d'accord sur cette méthode. D'autre part, il estime comme M. Selwyn Lloyd, que la situation est grave. A son avis, le point important ne consiste pas à décider si, sur le plan juridique, Nasser avait ou non le droit de nationaliser le canal: la question essentielle est de déterminer si le gouvernement égyptien a ou non violé un traité international. Pour M. Spaak, la réponse doit être affirmative. Dans ce cas on se trouve devant un fait extrêmement grave, et les gouvernements des pays de l'OTAN doivent décider s'ils peuvent laisser passer une telle violation sans réagir. M. Spaak estime que la coexistence pacifique est impossible dans le monde si les traités internationaux peuvent être violés avec autant de légèreté. Si le Conseil reconnaît avec lui qu'un traité international a été violé, l'OTAN doit alors étudier les mesures à prendre. La réunion d'une conférence a été une première étape utile; mais qu'advient-il si Nasser se refuse à négocier ou use délibérément de procédés dilatoires? M. Spaak estime que les gouvernements des pays de l'OTAN ne doivent pas admettre un fait accompli. Certaines mesures pourraient à son avis être prises:

- (a) Les pays pourraient décider de ne pas verser de droits de péage à la nouvelle compagnie égyptienne tant qu'une solution n'aura pas été trouvée;
- (b) Si des incidents suivaient un tel refus, la paix serait réellement menacée. C'est à ce stade que l'affaire devrait être portée devant le Conseil de Sécurité;
- (c) Pour l'instant il est impossible de voir plus loin ou de chercher à prévoir ce que l'on pourrait faire si les délibérations du Conseil de Sécurité n'amenaient aucune solution.

11. Si les gouvernements des pays occidentaux procèdent ainsi par étapes, on peut encore garder l'espoir d'une solution satisfaisante. En tout cas, M. Spaak insiste avant tout pour que l'on s'oppose à la violation d'un traité international et pour qu'on ne reconnaisse en aucune façon un fait accompli.

12. M. BIRGI (Turquie) déclare que son gouvernement était représenté à Londres et a donné tout son appui à la proposition des Etats-Unis. Il est reconnaissant à M. Spaak d'avoir exposé les vues du Gouvernement belge. Il croit que la Conférence de Londres a constitué un effort loyal pour régler, par des moyens pacifiques, un différend extrêmement grave. Il pense aussi que les résultats obtenus sont satisfaisants, puisque dix-huit pays se sont mis d'accord sur un texte qui sauvegarde les droits et le prestige de l'Egypte tout en protégeant les usagers du canal.

13. En ce qui concerne l'avenir, il reconnaît avec M. Spaak qu'il est indispensable de procéder par étapes. Le premier pas - c'est-à-dire la prise de contact du Comité Menzies avec le Colonel Nasser - est très raisonnable. Le gouvernement turc fait toute confiance au comité, mais il estime qu'il serait sage de s'abstenir pour l'instant d'appuyer l'action de celui-ci dans des déclarations sans nuances. De telles déclarations pourraient être utilisées par la Russie, d'autres pays - comme l'Inde - pour élargir le fossé ouvert entre l'Occident et le Moyen-Orient. M. Birgi reconnaît que les pays de l'OTAN doivent s'opposer à la violation de traités internationaux. Il croit qu'il faut répondre à la propagande russe quand elle affirme que certains pays occidentaux sont tout prêts à recourir à la force pour régler le différend et que ce sont leurs préparatifs militaires qui rendent des négociations avec l'Egypte impossibles. Il faut déjouer cette propagande en expliquant pourquoi certains préparatifs militaires sont jugés indispensables.

14. M. HALLSTEIN (Allemagne) n'a pas grand-chose à ajouter. La position de son gouvernement a été indiquée à Londres par le Représentant de l'Allemagne, qui en a donné les raisons: il faut assurer, pour tous les pays, une liberté de transit sur le canal qui soit garantie par les institutions appropriées. M. Hallstein estime que la question est d'intérêt commun et qu'il est, par conséquent, indispensable que les pays de l'OTAN se montrent solidaires. Enfin, il se félicite que le Royaume-Uni ait pris l'initiative de demander la présente réunion, car son gouvernement est très désireux de voir le Conseil devenir un efficace instrument de consultation politique.

15. M. PINEAU (France) pense que le compte rendu que M. Selwyn Lloyd a donné de la conférence de Londres est clair et objectif. Il juge, avec M. Spaak, qu'il serait vain que le Comité des Trois Ministres recherchât comment renforcer l'Alliance si des consultations n'avaient pas lieu au Conseil sur une question aussi importante que l'affaire de Suez. En ce qui concerne l'aspect politique du problème, il insiste sur le fait que le récent ouvrage dans lequel Nasser a exposé ses intentions ne doit pas être considéré comme une erreur de jeunesse: il croit que Nasser a l'intention de suivre la politique qu'il y a définie. Des négociations avec Nasser sont difficiles parce qu'elles soulèvent, entre autres, la question de la confiance: si les négociateurs avaient la moindre confiance en Nasser, leur tâche serait plus aisée. La comparaison entre Nasser et Hitler est juste jusqu'à un certain point. Mais on trouve un élément nouveau dans la pensée de Nasser. En effet, celui-ci ne se fonde pas seulement sur une idéologie raciale: il s'appuie aussi sur le mouvement nationaliste qui déferle à travers l'Asie et l'Afrique. La France comprend

parfaitement le désir d'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique; mais ceux-ci ont tendance à confondre indépendance et anti-colonialisme, et ils tirent argument de ce pseudo anti-colonialisme pour se prétendre fondés à violer les traités internationaux. Il n'y a pas seulement l'exemple de la nationalisation du Canal par Nasser: il y a aussi celui de la répudiation de sa dette à l'égard des Pays-Bas par l'Indonésie. Des actes de ce genre ne sauraient être tolérés, car on aboutirait au mépris complet du Droit.

16. M. Pineau aborde ensuite la question des préparatifs militaires du Royaume-Uni et de la France. La raison qui a conduit la France à prendre certaines précautions d'ordre militaire est toute simple: étant donnés les discours incendiaires de Nasser, la France a pensé que la sécurité de ses ressortissants en Egypte se trouvait menacée. Est en particulier en cause la situation des employés de l'ancienne Compagnie du Canal. Ceux-ci ont, en effet, été avisés par les autorités égyptiennes qu'ils devaient rester à leur poste, faute de quoi ils seraient emprisonnés. Contrairement à ce qui a été dit, le Royaume-Uni et la France ont tout fait pour convaincre les pilotes du canal de demeurer à leur poste, et ce malgré le désir de partir de bon nombre d'entre eux. Mais cette situation ne saurait s'éterniser, et les pilotes peuvent finir par décider de quitter le canal. La France ne peut pas laisser l'Égypte empêcher les pilotes de partir ou les emprisonner. En outre, si certains pays décidaient de ne pas verser de droits de péage à la nouvelle compagnie, comme M. Spaak l'a suggéré en cas de refus de négocier de la part de Nasser, des incidents se produiraient très certainement; des préparatifs militaires sont indispensables si l'on veut être en mesure d'y faire face. Cependant, M. Pineau tient à ce qu'il soit clairement établi que la France ne désire nullement faire usage de la force; elle veut seulement être prête, au cas où elle y serait contrainte en dernier ressort.

17. A cet égard, M. Pineau pense que l'OTAN aurait tort de considérer que l'usage de la force est toujours mauvais. On en arrive parfois, à un point où il n'y a pas d'autre solution. Il est deux précédents qu'il ne faut pas oublier:

- (a) La guerre de Corée. Il est vrai qu'elle a entraîné la perte de nombreuses vies humaines et de grandes destructions. Mais que se serait-il passé si le Président Truman n'avait pas pris cette initiative et entraîné l'ONU? Une guerre beaucoup plus étendue et dévastatrice aurait inévitablement suivi quelques années plus tard;
- (b) La réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne en 1936. Il semble que, si l'on avait fait alors un usage de la force qui n'aurait pas pris de trop grandes proportions, il en serait évidemment résulté quelques pertes de vies humaines, mais l'on aurait peut être pu éviter les horreurs effroyables de la deuxième guerre mondiale.

18. Il est difficile, pour des hommes d'Etats dont chacun a ses propres problèmes de politique intérieure, de prendre la décision de recourir à la force. Ils s'exposent toujours à être violemment accusés d'être des fauteurs de guerre. Mais il est des moments où un recours avisé à la force constitue le seul moyen de sauvegarder la paix. C'est pourquoi le Gouvernement français croit que tous les efforts doivent être faits pour résoudre la crise de Suez par des moyens pacifiques, mais que les pays doivent être prêts à recourir à la force en dernier ressort.

19. M. LESTER PEARSON (Canada) se félicite que la présente réunion ait été liée à ce que l'on pourrait appeler l'une des activités non-militaires de l'Alliance, c'est-à-dire le renforcement des consultations politiques. Il est également heureux d'avoir entendu le rapport de M. Selwyn Lloyd et les observations de représentants de pays qui ont pris part à la Conférence de Londres sur Suez. Tout comme la Belgique, le Canada était absent de la Conférence de Londres. Comme M. Spaak, M. Lester Pearson n'a aucune doléance à formuler à ce sujet; il reconnaît, lui aussi, la validité des critères selon lesquels les invitations à la Conférence de Londres ont été faites. Son gouvernement est pleinement conscient de l'importance de l'affaire de Suez, c'est-à-dire de la tentative de Nasser pour faire tomber une voie navigable internationale sous un contrôle national. Le Gouvernement canadien ne sous-estime pas, non plus, la gravité de la situation, notamment pour des pays comme la France et le Royaume-Uni. Le problème est essentiellement concret: il s'agit d'assurer une gestion efficace, impartiale et apolitique du canal. Le Gouvernement canadien a accueilli avec faveur la proposition à laquelle 18 membres de la Conférence de Londres ont souscrit; il lui a donné son appui, et il se félicite que Nasser soit disposé à en discuter. Cependant, il ne se fait aucune illusion et réalise que de nombreuses difficultés restent à surmonter. M. Lester Pearson pense que la procédure suivie par le Comité des Cinq, agissant au nom des pays qui se sont prononcés pour le projet de Londres, prouve manifestement que l'on n'essaie pas de mettre Nasser en face d'un ultimatum, puisque le comité doit uniquement s'assurer de l'attitude de Nasser concernant l'ouverture de négociations sur ce projet. Il croit aussi que la proposition des 18 Puissances est raisonnable et satisfaisante, car elle respecte la souveraineté, les intérêts et les susceptibilités de l'Egypte tout en sauvegardant et en protégeant le caractère international du canal au moyen d'un système international de coopération auquel les Nations Unies seraient associées de façon appropriée.

20. La grande difficulté est de décider ce qu'il conviendrait de faire si les entretiens du Caire échouaient ou s'achevaient sans rien résoudre. De l'avis de M. Lester Pearson, le recours à la force doit être exclu, sauf en tout dernier ressort - et, dans ce cas même, on ne devrait faire usage de la force qu'en respectant les principes et les règles qui ont été établis tant par la Charte des Nations Unies que par le Pacte Atlantique. Mais, si l'emploi de la force est exclu, quelle mesure politique pourrait-on prendre? Faire appel à l'ONU: Comment? Si une majorité pouvait être obtenue au Conseil de Sécurité en faveur des propositions des 18 Puissances, cela constituerait, semble-t-il, un précieux appui pour de nouvelles négociations ou de futures mesures. On peut aussi envisager l'adoption de mesures économiques. Mais toute mesure de cet ordre devrait, de toute évidence, ne pas pouvoir se retourner contre les pays qui l'auraient décidée. M. Spaak a également fait l'intéressante suggestion de ne pas accepter la main-mise égyptienne comme un "fait accompli"; il conviendrait de refuser le principe et l'exécution de tout paiement aux Egyptiens. Enfin, que se passerait-il si le canal cessait de fonctionner efficacement avant que l'on ne soit parvenu à une solution, ou si les membres non-égyptiens du personnel du canal étaient empêchés de quitter leur poste selon leur désir?

M. Lester Pearson ne saurait proposer aucune réponse à ces questions; mais il est heureux que les gouvernements les plus intéressés cherchent à les régler avec le sentiment de leurs responsabilités, sur les plans tant national qu'international. Le Gouvernement canadien leur donnera son appui dans leurs efforts politiques et diplomatiques pour parvenir à une solution internationale qui tienne dûment compte de l'importance du canal de Suez pour eux et, en fait, pour tous les autres pays.

21. M. SELWYN LLOYD (Royaume-Uni) remercie les Ministres de leurs déclarations. Il n'y répondra que sur un point. M. Spaak eût jugé préférable que la présente réunion se tînt plus tôt. Il y a certes beaucoup à dire en faveur de cet avis; mais le Gouvernement britannique était, au début, extrêmement désireux de ne pas donner l'impression que l'Ouest allait former un front contre les pays non-occidentaux. Le Gouvernement du Royaume-Uni tiendra très certainement compte des vues qui viennent d'être exprimées. Il a pleine conscience de ses responsabilités, et son but essentiel est de maintenir le fonctionnement du canal. Comme M. Pineau l'a observé, la France et l'Angleterre ont été en butte à des critiques tout-à-fait injustifiées à propos des pilotes du canal. En fait, ces deux pays ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour retenir les pilotes à leur poste. La crise de Suez a une importance vitale, puisque l'arrêt du trafic sur le canal serait fatal pour l'économie des pays occidentaux. On a suggéré l'adoption de nouveaux itinéraires avec de plus grands pétroliers; mais de telles mesures seraient très coûteuses, et la fermeture du canal signifierait une grave baisse du niveau de vie dans les pays de l'Occident et d'ailleurs. M. Selwyn Lloyd pense qu'il faudrait en avertir l'opinion publique internationale. L'alarme a déjà été donnée à la Conférence de Londres, et il convient de continuer dans ce sens. Le Conseil sera, bien entendu, dûment tenu au courant des développements de la situation. Le Conseil a, enfin, l'assurance du Gouvernement britannique que celui-ci envisage le problème avec lucidité et le sens de ses responsabilités.

22. Un bref échange de vues s'ensuit sur la publicité qu'il convient de donner à la réunion. Il est décidé que la presse sera simplement informée que, conformément à sa procédure habituelle, le Conseil a entendu un compte rendu de M. Selwyn Lloyd (Président de la Conférence de Londres sur Suez) sur les discussions qui ont eu lieu à cette conférence, étant précisé qu'il s'agissait surtout de dresser un tableau complet de la situation au bénéfice des pays de l'OTAN qui n'étaient pas représentés à Londres. La presse pourra également être informée que les Ministres des Affaires étrangères de quatre autres pays de l'OTAN assistaient à la réunion.

23. Le CONSEIL:

- (1) remercie M. Selwyn Lloyd du compte rendu clair et objectif qu'il a donné des travaux de la Conférence de Londres;
- (2) prend acte des observations formulées par d'autres ministres au cours de la discussion.

Palais de Chaillot,
Paris, XVIe.